



# COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti et de  
l'Internationale ouvriers révolutionnaires  
Supplément à CPS n°53 – 16 mars 2014

## **A bas le « pacte de responsabilité » du gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel et du MEDEF !**

### **Front unique des organisations du mouvement ouvrier (partis et syndicats) pour le retrait du pacte !**

**La responsabilité des dirigeants CGT, FO, FSU, c'est de rompre toutes les concertations sur le pacte et d'organiser le combat centralisé pour qu'il soit retiré !**

#### **Une attaque d'une violence inédite contre la Sécurité sociale, les services publics, la fonction publique**

En décidant d'exonérer de 30 milliards les patrons du paiement des cotisations de la branche Famille, le gouvernement pille la Sécurité sociale, vole les travailleurs d'une partie de leur salaire (5% du salaire brut !), car les cotisations sociales ne sont rien d'autre que du salaire différé. D'ores et déjà le ministère de la Santé organise la chasse aux postes dans les hôpitaux publics.

En décidant de réduire de 50 milliards les dépenses budgétaires d'ici 2017, le gouvernement décide non seulement de tailler à la hache dans tous les budgets sociaux, mais aussi d'engager une offensive frontale contre la fonction publique, conduisant à supprimer des dizaines milliers de postes et à réduire les salaires des fonctionnaires, par exemple par la remise en cause des règles de l'avancement de carrière. La réduction de 10 milliards de la dotation de l'Etat aux collectivités territoriales, c'est la destruction des services sociaux assurés par ces collectivités.

C'est donc une évidence pour tout travailleur que toutes les organisations du mouvement ouvrier doivent exiger :

**A bas le pacte de responsabilité !**

#### **Le pacte de responsabilité portée par des semaines de concertation avec les directions syndicales**

« Le pacte de responsabilité ne suppose pas nécessairement l'accord de tous et je le comprends. Mais il appelle la participation de tous. » Lors de ses vœux aux « partenaires sociaux » en janvier, Hollande a indiqué ce qu'il attendait des dirigeants syndicaux : à savoir qu'ils participent à la concertation. Qu'en prime des organisations anti-ouvrières comme la CFDT signent, ce n'est que la « cerise sur le gâteau ». L'essentiel n'est pas dans la signature mais dans la participation. Or à cet égard, la direction de la CGT, de FO, de la FSU ont fait exactement ce que Hollande attendait d'elles.

Et de la même manière, gouvernement et MEDEF s'accommodent sans problème des « critiques » du pacte à la simple condition que les directions des organisations syndicales n'en exigent pas le retrait.

Or précisément, les directions syndicales nationales dans leur appel à la « journée d'action » du 18 mars ont soigneusement évité de se prononcer pour le retrait du « pacte de responsabilité ». « Ce ne sera pas une journée contre le pacte de responsabilité, mais sur les salaires, l'emploi et le financement de la protection sociale », a précisé Lepaon à l'Express le 12 février qui avait signé avec la CFDT, la FSU et l'UNSA un appel commun « dans le cadre des discussions sur le pacte de responsabilité ».

Gouvernement et MEDEF ont besoin d'associer jusqu'au bout les directions syndicales au « pacte de responsabilité ». Voilà pourquoi la concertation continue dans le privé sous forme de « négociations de branche » et dans la fonction publique dans le cadre de l'« Agenda social fonction publique » de mise en œuvre du rapport Pêcheur : remise en cause de la fonction publique de carrière au profit d'une « fonction publique d'emploi », individualisation des rémunérations déterminée par la hiérarchie locale, mutualisation des services entre ministères, liquidation des corps et de leur gestion nationale, etc.

## **Combattre le pacte de responsabilité, exige au contraire des directions syndicales :**

- qu'elles refusent de participer aux négociations de branche visant à le mettre en œuvre dans les différentes branches ;
- la rupture immédiate de la concertation des fédérations de fonctionnaires de l' « agenda social fonction publique »

---

### **Dans quelques semaines, le gouvernement engage sa responsabilité sur le pacte**

---

Le « pacte de responsabilité » ne fera même pas l'objet d'une loi. Utilisant les procédures réactionnaires de constitution gaulliste de la V<sup>e</sup> République, et pour bâillonner les députés PS-PCF (dans le PS, sans se prononcer pour le retrait du pacte, un certain nombre de députés ont émis des « critiques »), le gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel a décidé d'engager sa responsabilité en demandant un « vote de confiance ».

**Combattre le pacte de responsabilité exige des directions syndicales, des partis issus du mouvement ouvrier qu'ils appellent dans l'unité à :**

### **Une manifestation centrale à l'Assemblée nationale pour exiger des députés PS-PCF : Rejetez le pacte de responsabilité ! Refusez de voter la confiance au gouvernement !**

Depuis deux ans, la majorité de députés PS (et à sa manière PCF qui a voté par exemple la loi Peillon et le soutien à l'intervention française en Centrafrique) se soumet à toutes les mesures gouvernementales. Seule la mobilisation massive des travailleurs leur imposera de cesser de le faire.

---

### **Pour un autre gouvernement, responsable devant la seule majorité PS-PCF dont les travailleurs exigeront la satisfaction des revendications**

---

Une telle manifestation rassemblant massivement travailleurs et jeunes viserait à infliger un coup d'arrêt à la violente politique anti-ouvrière du gouvernement. Elle poserait la question de la constitution d'un autre gouvernement sans ministre de formations bourgeoises, responsable devant la majorité du PS et du PCF qui, rappelons-le a été élue par les travailleurs pour en finir avec la politique de Sarkozy-Fillon, alors que le gouvernement Hollande-Ayrault, non seulement la poursuit, mais l'aggrave.

De ce gouvernement, les travailleurs exigeraient satisfaction de leurs revendications notamment :

- **Contre le chômage (plus de 5 millions en France), arrêt des plans de licenciement, échelle mobile des heures de travail, partage du travail entre toutes les mains disponibles sans diminution de salaires ;**
- **Contre la vie chère, augmentation générale des salaires, échelle mobile des salaires !**

La crise du capitalisme ne cesse de s'aggraver, engendrant chômage, misère, précarité. La seule issue pour les travailleurs est dans la constitution d'un véritable gouvernement ouvrier, expropriant les grands trusts capitalistes, nationalisant sans indemnité ni rachat les banques, organisant la production en fonction des besoins sociaux et non plus du profit. C'est ce pourquoi combattent les militants regroupés autour du bulletin *Combattre pour le Socialisme*.

Le 16 mars 2014

---

Prenez contact : AEPS – 1 bis, rue GUTENBERG - 93100 MONTREUIL

Site web : <http://socialisme.free.fr> e.mail : [socialisme@free.fr](mailto:socialisme@free.fr)

---

*Supplément à Combattre pour le socialisme n° 53 – Directeur de publication : Roland Michel – Imprimerie spéciale*